

Dakar aura besoin de plus de 200 000 m³ d'eau par jour à horizon 2025

Dossier de la rédaction de H2o
May 2011

La 5^e revue annuelle du Programme d'eau potable et d'assainissement du millénaire - PEPAM, a été un moment fort de plaidoyer pour réduire les disparités en termes d'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Les acteurs ont aussi plaidé pour la mobilisation des ressources supplémentaires. Surtout que les besoins journaliers pour la zone de la Petite Côte et Dakar seront de 200 000 m³ à l'horizon 2025. Alors que le président des Unions des élus locaux, Aliou Lo, a salué l'approche participative qui constitue le fil conducteur du programme, Mor Talla Kane, représentant des ONG a tenu à rappeler qu'au niveau régional, le taux d'accès continue de progresser des disparités marquées d'une région à une autre ainsi qu'à l'intérieur des régions où les écarts de niveau entre les communautés rurales atteignent des proportions importantes. Le représentant des bailleurs de fonds, le représentant régional de Dakar pour le Sénegal et le Mali, de l'Agence luxembourgeoise pour la Coopération au développement, Igor Wajnsztok, souhaiterait pour sa part qu'une attention plus grande soit portée sur la qualité de l'eau.

Le coordonnateur du Pepam, Mouhamed Fadel Ndaw, a apporté plus de détails sur le déficit équilibré entre les régions. Il a relevé que 4 régions et 15 départements ont des taux d'accès raisonnablement inférieurs à la moyenne nationale qui est de 87,2 %. "Pour réduire les disparités, nous devons mettre l'accent dans les 15 départements. Si tous les projets sont mis en œuvre, nous pouvons réduire sensiblement ces disparités. De nos jours, ces disparités sont de moins en moins marquées", a indiqué Mouhamed Fadel Ndaw. "Le taux d'accès à l'eau potable, en milieu rural, tel que défini à l'échelle internationale est de 77,5 % en 2010" a rapporté le ministre d'État, ministre de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique, Oumar Sarr. À 1,725 million de personnes supplémentaires vivant dans les zones rurales ont bénéficié d'un accès amélioré à l'eau potable entre 2005 et 2011, et d'ici 2014, l'effort devrait concerner un million supplémentaire.

Alors que le déficit en eau serait de 200 000 m³ par jour, pour la région de Dakar et la zone de la Petite Côte, "Le gouvernement du Sénegal a entrepris de mener les investigations nécessaires pour une sécurisation de l'alimentation en eau potable des villes moyen et long termes", a souligné le ministre d'État. "Une partie de l'alimentation en eau de Dakar et de la Petite Côte devrait être assurée par des stations de dessalement de l'eau de mer afin d'éviter une dépendance exclusive des ressources en eau du lac de Guiers situé à plus de 250 kilomètres de Dakar."

"Pour le secteur de l'assainissement, le chemin qui reste à parcourir pour atteindre les OMD est plus long. Il y a peu d'espoir pour atteindre les Objectifs à l'horizon 2015 même si 29,6 % de la population rurale et 63,1 % des populations urbaines disposent d'ouvrages d'assainissement. Le taux d'assainissement en milieu urbain a lui-même

connu une îAgâre baisse en passant de 63,6 % en 2009 à 63,1 % en 2010. Cette tendance baissière actuelle risque encore de s'accentuer très rapidement si la mobilisation de ressources financières requises pour améliorer l'accès n'est pas assurée", a prévenu le représentant du ministre de l'Urbanisme et de l'Assainissement, Amadou Dia. Les besoins sont évalués à 165 milliards de francs CFA pour doter les ménages urbains et ruraux de systèmes adaptés d'assainissement d'ici 2015.

Idrissa Sane, Le Soleil (Dakar) - AllAfrica 27-04-2011

Voir aussi

Accès à l'eau potable : le pays en phase avec les OMD avant 2015

Agence de Presse Sénégalaise (Dakar) - AllAfrica 26-04-2011